

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHÉ, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

Avenants à la convention de pilotage et de financement de la mission de prévention spécialisée entre le Département de l'Hérault, la Commune de Montpellier et l'Association de Prévention Spécialisée 34

Audrey DE LA GRANGE rapporte :

Le législateur a confié au Département des compétences importantes en matière de prévention et de protection de l'enfance. Ainsi, l'article L121-2 du Code de l'action sociale et des familles prévoit que "dans les zones urbaines sensibles et dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, le Département participe aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles qui peuvent prendre une ou plusieurs des formes suivantes :... des actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu...". Selon l'article 221-1 du même code, "Le service de l'aide sociale à l'enfance est un service non personnalisé chargé des missions suivantes : organiser dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale des actions collectives visant à prévenir la marginalisation et faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles, notamment celles visées au 2^{ème} de l'article L121-2".

Pour la mise en œuvre de cette mission, le Département de l'Hérault a choisi de s'appuyer sur le secteur associatif. En effet, la spécificité de cette mission requiert réactivité et souplesse, qualités dont dispose la structure associative, bien adaptée pour répondre à ces exigences. L'exercice de cette mission a donc été confié à l'association APS 34 par le Conseil Général, en conformité avec les statuts de l'association dont le but est la mise en place et la gestion des actions de prévention spécialisée. Le Département a autorisé l'association par arrêté du Président du Conseil Général en date du 24 juillet 2007 pour une durée de 15 ans.

La commune, par sa connaissance des quartiers et des structures existantes, par les liens de partenariat qu'elle entretient avec le réseau associatif et professionnel, par ses contacts directs avec les populations, est au plan local un partenaire indispensable pour assurer l'efficacité des actions de prévention spécialisée. En outre, les difficultés rencontrées par les jeunes et leurs familles constituent une préoccupation majeure de la collectivité. Ainsi, par délibération du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a décidé d'adhérer à l'association APS 34

et de participer financièrement à hauteur de 30% de la rémunération des postes d'éducateurs. Depuis 2007, quatre équipes de prévention spécialisée interviennent sur le territoire communal.

En 2011, la Ville a sollicité le Conseil Général pour que les actions de l'Association APS 34 s'étendent sur le secteur des Hauts de Massane compte tenu des tensions récurrentes constatées autour de certains équipements ainsi que de l'implication de groupes de jeunes dans des actes d'incivilités et délictueux. En accord avec l'association, le Département a autorisé l'intervention d'une nouvelle équipe de prévention constituée de 3 personnes (deux éducateurs et un chef d'équipe) sur ce secteur à compter du 27 août 2012. Les modalités de financement de cette équipe sont identiques aux précédentes à savoir la prise en charge à hauteur de 30 % de la rémunération des éducateurs.

Globalement, la contribution de la Ville aux équipes de prévention spécialisée s'élève à 170000 € pour l'année 2012. Elle est versée à terme échu au Département qui assure de par sa compétence le lien avec APS 34.

Par ailleurs, en 2011, il a été décidé d'un commun accord entre la Ville et le Conseil Général la mise en place d'une équipe de prévention spécialisée sur le secteur de la Pompignane, au regard de la situation sensible sur ce quartier. Cette équipe constituée de 3 personnes (2 éducateurs et un chef d'équipe) est intervenue à compter du 1^{er} septembre 2011 sur une période de 6 mois qui a été renouvelée en mars 2012. Les objectifs qui ont été assignés à cette équipe sont les suivants :

- réaliser un diagnostic de territoire (phase incontournable dans l'approche des populations),
- prévenir les comportements incivils par une intervention éducative individuelle (cœur de métier de la prévention spécialisée et du travail de rue) et orientation vers les services éducatifs adaptés,
- soutenir les actions de développement local, dans le cadre notamment de l'installation de la prochaine mairie de proximité et l'élaboration d'un projet urbain sur ce territoire.

La participation de la Ville au financement de cette mission pour l'année 2012 est de 56 610 euros, versée selon les mêmes conditions que celles mentionnées précédemment.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les avenants à la convention annexés à la présente délibération.
- de prélever la participation financière de la Ville à hauteur de 226 610 euros sur les crédits inscrits au BP 2012 (65733/925 LC16306) ;
- d'autoriser madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 décembre 2012